

/ TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

LES FAITS SONT TÊTUS !

Septembre 2013

QUELQUES SEMAINES APRÈS LE DÉBAT NATIONAL SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (DNTE) QUI A MONTRÉ QU'IL N'Y AVAIT PAS DE CONSENSUS, EN PARTICULIER SUR LA RÉDUCTION DE LA PART DU NUCLÉAIRE À 50 % EN 2025, PAS PLUS QUE SUR LA FERMETURE DE FESSENHEIM, CHAQUE JOUR QUI PASSE ILLUSTRE L'IMPASSE DES VISIONS IDÉOLOGIQUES EN LA MATIÈRE TANT EN ALLEMAGNE, POURTANT CITÉE COMME MODÈLE PAR CERTAINES ONG, QUE DANS NOTRE PAYS.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALLEMAGNE : AUGMENTATION DES COÛTS ET DU CO2 !

Aujourd'hui, de plus en plus d'acteurs en Allemagne dénoncent l'échec de la politique de sortie du nucléaire et du développement à marche forcée des énergies intermittentes (solaire et éolien).

Les conséquences sont de plus en plus évidentes. C'est ainsi que le coût de l'électricité a explosé et est le plus haut d'Europe ; le journal allemand « Der Spiegel » annonce que « pour la société dans son ensemble, les coûts de la transition énergétique ont atteint des chiffres comparables aux montants dépensés pour les plans de sauvetage des pays en difficulté de la zone euro » (cité par les Échos du 06/09/2013).

De même, et contrairement à ce que certaines ONG ont affirmé, l'Allemagne, à cause de cette politique a émis plus de dioxyde de carbone en 2012 qu'en 2011 !

Bref, on est loin d'un exemple à suivre et on doit, à l'inverse, en tirer toutes les conséquences.

C'est en ce sens que se prononce le rapport publié hier par l'Office Parlementaire des choix technologiques du Sénat et de l'Assemblée Nationale.

LA SITUATION EN FRANCE : LES INTERROGATIONS SE MULTIPLIENT

Ce rapport souligne que la réduction à 50 % de nucléaire en 2025 serait « **l'équivalent de l'effacement de consommation de plus d'un jour d'électricité par semaine** ».

Qui raisonnablement peut imposer une telle politique aux français, sans passer par des mesures de sobriété obligatoires et par l'accélération de la désindustrialisation du Pays avec les pertes d'emplois que cela induit ?

Décidément, oui, le débat sur l'énergie mérite mieux que des choix dogmatiques.

Signe du malaise du gouvernement, le débat sur le projet de Loi sur la transition énergétique n'aura pas lieu avant l'automne 2014, soit après les municipales...

FO Énergie et Mines continuera pour sa part son combat en faveur d'un mix électrique garantissant à la France des prix devant rester parmi les plus bas d'Europe, dans l'intérêt des ménages et des entreprises et donc de l'emploi, mais aussi en limitant les émissions de CO2, aujourd'hui beaucoup moins importantes qu'en Allemagne.